

Chronique Socialiste 2008

Laurent Bouvet # 10.01/08.12.08

Le danger d'une victoire du PS aux municipales # 10.01

La victoire annoncée du PS aux municipales de mars prochain n'est pas, a priori, une bonne nouvelle.

Non que l'on souhaite la défaite du PS ou que l'on redoute un effet d'annonce prématuré sur le résultat de l'élection mais parce qu'on peut craindre, paradoxalement, qu'une telle victoire aggrave plutôt qu'elle n'améliore la situation de ce parti. Une victoire aux municipales risque en effet de ralentir la transformation profonde du PS dont chacun, en son sein comme dans l'opinion, a désormais compris qu'elle était nécessaire. Une opposition audible et une force politique d'alternance crédible sont indispensables au bon fonctionnement d'une démocratie moderne. L'actualité politique depuis l'élection de Nicolas Sarkozy confirme quotidiennement ce constat banal.

Sans remonter trop loin dans l'histoire électorale française, les précédents des années 2000 n'incitent pas à l'optimisme. Déjà en 2001, la défaite du PS aux municipales avait été occultée par quelques résultats brillants à Paris et Lyon tout particulièrement. Ceux-ci avaient masqué la réalité de l'épuisement de la dynamique d'ensemble de la gauche plurielle, funeste un an plus tard à Lionel Jospin. En 2004, la victoire écrasante du PS aux régionales et aux cantonales avait conduit la direction du parti et les nouveaux élus à une euphorie post-électorale trop largement oublieuse de l'importance du contexte politique de l'époque très dégradé pour la droite au pouvoir - un gouvernement Raffarin mal en point et un second mandat de Jacques Chirac au crédit déjà bien entamé.

Bref, on le voit, la tendance à une mauvaise interprétation, et de là une mauvaise exploitation, des résultats électoraux locaux, est devenue une habitude au PS. Or une victoire mal interprétée aux élections municipales (et cantonales) de 2008 pourrait fortement contribuer à alimenter les conditions d'une nouvelle déconvenue en 2012.

On défendra ici l'idée que le risque n'est pas négligeable de retrouver cette année les mêmes errements dans l'analyse des résultats des élections locales et surtout dans les enseignements à en tirer au niveau national,

notamment dans la perspective de 2012. D'abord, pour des raisons purement conjoncturelles, en raison d'une forme de thérapie antisarkozyste : la première défaite de l'hyperprésident (surtout s'il s'engage directement dans la bataille) serait la première bonne nouvelle électorale pour le PS depuis longtemps... Ensuite, pour des raisons plus structurelles, la direction nationale du PS est restée peu ou prou la même depuis 2001. Elle aura donc la tentation de dresser, malgré tout, un bilan « globalement positif » de son action, à partir notamment de ses succès électoraux locaux. Enfin, de manière bien plus fondamentale encore, les élections municipales engagent le cœur de la machine socialiste : ses élus locaux et leurs nombreux affidés. Et ces élus s'ils sont aujourd'hui la principale force du parti (maillage territorial, compétences...), représentent aussi l'un de ses points faibles en ce qu'ils réagissent de manière essentiellement conservatrice aux évolutions politiques nationales. L'objectif premier des élections locales étant, à leurs yeux, de conserver ou de (re)gagner des mandats synonymes de moyens de fonctionnement, de rétributions matérielles et symboliques, etc. Et non de débattre de questions doctrinales ou stratégiques nationales souvent sans lien avec des situations locales contrastées.

La victoire aux municipales du mois de mars dans les conditions décrites ici risque ainsi de conduire à la validation de l'idée que la stratégie de conquête ou de reconquête locale est celle qui permet la meilleure position d'attente par rapport au pouvoir sarkozyste. Attente de l'effritement ou de l'effondrement de sa popularité, attente des élections nationales suivantes qui devraient mécaniquement confirmer les bons résultats locaux (en raison notamment de la prime à l'alternance), attente du dernier moment pour régler, par défaut, la question du leadership en la diluant dans un processus ouvert de primaires à gauche ou, à l'opposé, en la réduisant à un accord interne aux factions du parti (sur le mode de la « synthèse molle » à la Hollande ou suivant les lignes d'une alliance négative « tout sauf Ségolène » ou « tout sauf Delanoë » par exemple).

Dans tous les cas, cette stratégie de l'attente est illusoire. D'abord parce que supposer que la politique nationale est une affaire d'alternance mécanique entre droite et gauche est un raisonnement risqué sinon spécieux - les élections nationales de 2007 ont montré que l'alternance pouvait avoir lieu au sein même d'un camp, en l'occurrence la droite.

Ensuite parce qu'attendre une transposition des résultats locaux au niveau national dans plusieurs années semble être de moins en moins pertinent tant les deux niveaux sont de plus en plus distingués par les électeurs. Enfin, parce qu'attendre le dernier moment pour désigner le leader de la gauche susceptible d'affronter celui de la droite au second tour de l'élection présidentielle conduit inexorablement à une précipitation désastreuse et à une campagne chaotique, à l'image de celle, emblématique, de 2007.

Or l'un des enseignements les plus nets des années passées pour le PS est certainement qu'il ne peut plus se permettre d'attendre.

La reconstruction d'une force politique dynamique, crédible, audible et susceptible d'occuper à nouveau le pouvoir d'Etat est une œuvre de longue haleine. Elle doit donc être entreprise le plus en amont possible de la prochaine séquence électorale nationale. Dans cette perspective, leadership, cadre stratégique et rénovation doctrinale ne peuvent qu'être « traités » frontalement et concomitamment. Comment pourrait-il d'ailleurs en être autrement dans un système institutionnel tel que celui de la Ve République combinant désormais élection du président au suffrage universel direct et quinquennat ? Tenter de jouer la priorité de l'un ou l'autre de ces trois impératifs peut se révéler suicidaire pour le PS.

Ainsi, par exemple, évacuer la question du leadership en la subordonnant à la (re)définition préalable d'un corpus doctrinal ou à tout le moins d'un projet politique et/ou à une stratégie donnée, par le parti, revient à nier le rôle essentiel de l'incarnation dans une personnalité du projet et de la stratégie devant le pays. Et, par conséquent, le rôle primordial de celle-là dans la conduite des opérations même si les modalités d'intervention du leader dans le processus d'élaboration doctrinal et/ou de détermination stratégique peut varier selon sa personnalité précisément. L'exemple désastreux des frictions entre projet présidentiel et projet de parti (comme entre les stratégies électorales souvent divergentes énoncées par l'une et l'autre des entités) lors de la dernière élection présidentielle devrait pourtant suffire à éclairer ce point.

Symétriquement, mettre en avant une simple proposition de leadership en prétendant que les questions doctrinales et stratégiques se régleront d'elles-mêmes, sur le mode : les idées et la stratégie du leader seront nécessairement celles que le parti devra défendre et appuyer inconditionnellement, est tout aussi illusoire. Le parti, et au-delà sans doute les différentes forces politiques et sociales liées à la gauche de gouvernement, ont un rôle essentiel à jouer dans l'élaboration doctrinale et dans la définition d'une stratégie d'alliances notamment. Si le pouvoir politique, dans sa conquête comme dans son

exercice a aujourd'hui besoin de s'incarner dans une personnalité exposée à l'avant-scène, ce qui se vérifie désormais dans toutes les démocraties quel que soit leur régime électoral, il n'en reste pas moins, précisément pour des raisons démocratiques, le résultat d'un vaste processus collectif au sein duquel les partis tout particulièrement ont un rôle déterminant à jouer. Oublier cette donnée fondamentale de la politique contemporaine conduit à s'exposer à de graves déconvenues électorales.■

Le syndrome Maginot # 26.04

La nouvelle déclaration de principes du Parti socialiste, telle qu'élaborée par la direction du parti (elle doit être soumise aux militants qui pourront, normalement, l'amender...), évoque d'emblée, par son esprit, la fameuse « Ligne Maginot » dressée aux frontières de l'Est du pays par l'armée française pour faire face à une éventuelle invasion allemande dans l'entre-deux-guerres : elle est dépassée avant même d'avoir servi. La déception est à la hauteur des attentes pour tous ceux qui espéraient depuis longtemps l'inscription de cet aggiornamento doctrinal dans le marbre du socialisme français.

Or il y a là un paradoxe. Comment se fait-il qu'au moment où le Parti socialiste réalise, enfin, ce qui est attendu de lui depuis des années par nombre de militants, élus, sympathisants, camarades étrangers ou simples observateurs, le texte proposé par sa direction apparaisse comme d'ores et déjà obsolète mais également comme si peu enthousiasmant et, pour tout dire, aussi insipide ?

Il semble d'abord que cette nouvelle déclaration de principes arrive trop tard, beaucoup trop tard. Elle aurait sans doute pu paraître audacieuse et aurait certainement suscité débat et intérêt si elle avait été proposée au début des années 1990 par exemple. Prenant acte de la fin du communisme et de l'entrée dans un monde aux préoccupations renouvelées (environnementales notamment), elle aurait permis d'identifier quelques-unes des tâches nouvelles du socialisme et de la social-démocratie à l'aube du XXI^e siècle - à la manière dont le soulignait un siècle plus tôt Eduard Bernstein, l'un des pères du réformisme. Mais en 2008, cette déclaration ne propose, au mieux, qu'une sorte de bilan idéalisé d'une action gouvernementale désormais lointaine à laquelle les socialistes semblent se raccrocher désespérément tant elle leur permet de se déclarer « tous réformistes » sans même avoir à y penser.

Or un tel texte devrait non seulement proposer une relecture honnête et responsable du passé mais encore permettre à tous ceux qui se reconnaissent dans une gauche pleinement de son temps de se projeter dans l'avenir en ouvrant des pistes nouvelles, en dégagant des grands principes d'action et des valeurs distinctives face aux défis du monde tels qu'ils se profilent pour les décennies à venir. Il devrait donc y être question à la fois de stratégie, de prospective et de combat. Cette déclaration devrait permettre aux socialistes français de saisir

à bras-le-corps les défis du temps en leur apportant des réponses nouvelles, originales et... socialistes - en proposant au passage une nouvelle définition du terme lui-même qui manque cruellement, sous les traits d'un social-réformisme assumé par exemple.

Las, le texte présenté s'apparente plutôt à une sorte de dictionnaire des idées reçues de la pensée des années 1990-2000. Le tout écrit dans une langue dont on sent bien qu'elle a été passée au tamis des molles exigences des divers courants et sensibilités du parti durant de longues séances de sémantique socialiste. Les « idées » et les mots semblent ainsi avoir été pesés au trébuchet des différentes chapelles représentées dans les instances de direction du PS : un peu de réformisme pour plaire aux experts, une pincée de radicalisme pour satisfaire les orthodoxes et un brin de socialisme gouvernemental pour combler les anciens ministres ; sans oublier la bienséance écologiste désormais de rigueur et l'invocation des mânes républicaines sans lesquelles il n'y aurait pas de doctrine politique française digne de ce nom.

Bref, il s'agit là malheureusement d'un exercice en tout point conforme à ce qu'a produit le socialisme français depuis des années et dont le débouché est une conséquence inévitable de ses conditions mêmes d'élaboration : un replâtrage en urgence après une défaite cuisante à l'élection présidentielle par une direction vieillie, usée et fatiguée dont l'ambition « rénovatrice » n'est qu'un cache-misère. Et la victoire récente aux élections municipales plutôt que d'infirmier ce constat pessimiste n'a fait que le confirmer tant la célébration bruyante de celle-ci a été inversement proportionnelle à la conscience des élus de l'avoir obtenue par la grâce d'un pouvoir sarkozyste au plus mal à peine moins d'un an après son avènement.

Aussi peut-on s'interroger, en conclusion, sur la portée d'un tel texte notamment dans la perspective du congrès du PS qui aura lieu au mois de novembre, et de la suite, jusqu'à l'élection présidentielle de 2012 déjà dans toutes les têtes quoiqu'en disent les uns et les autres. Si la nouvelle déclaration de principes tombe autant à plat, c'est sans doute aussi parce que l'enjeu doctrinal qu'elle devrait normalement représenter pour un grand parti dont la vocation est le pouvoir d'Etat n'intéresse pas les principaux acteurs du jeu partisan que sont les candidats potentiels à la candidature présidentielle. Ils sont tous préoccupés par un bien plus grand dessein, eux-mêmes.■

Magic Delanoë ? # 27.05

Dans son livre, *De l'audace !* (Robert Laffont, 2008, 300 pages), Bertrand Delanoë semble prêt à trancher le nœud gordien du socialisme français lorsqu'il proclame haut et clair qu'il est à la

fois « libéral ET socialiste » (p. 45, c'est lui qui souligne).

Les réactions à chaud de ses camarades de parti confirment cette impression tant elles renvoient à une caricature pour journal de droite. Suivant des styles différents d'ailleurs : apprenti-philosophe de l'Histoire : « Bertrand Delanoë nous joue l'ode au libéralisme [...]. Cela me semble aller à rebours de l'évolution de la gauche » (Benoît Hamon) ; trotskyste mal soigné : « Je reste de formation marxiste » (Julien Dray) ; comique télévisuel d'époque : « Entrer dans un congrès socialiste en revendiquant le patronage du libéralisme, c'est un peu comme un gastronome qui entrerait chez Bocuse en criant qu'il adore le McDo... » (Guillaume Bachelay). Même Ségolène Royal, pourtant renvoyée plus souvent qu'à son tour devant le Tribunal de la Vraie Gauche pour ses échappées blairistes, et la fréquentation, encore récemment affichée, de penseurs tels que Montesquieu ou Tocqueville, y est allée de son commentaire doctrinal : « Ma conviction, c'est qu'au XXI^e siècle, être libéral et socialiste, c'est totalement incompatible ». Fermez le ban. Comme souvent rue de Solferino, le débat est placé à bonne hauteur : entre considérations tactiques d'avant-congrès et orthodoxie sémantique de l'ère hollandaise - dont on rappellera pour mémoire la phrase de référence sur le sujet qui nous occupe et qui devrait rester inscrite à jamais dans les manuels de pensée politique : « Le libéralisme est contradictoire avec l'esprit européen lui-même » (prononcée telle quelle devant une salle très enthousiaste de secrétaires de section du parti par le Premier secrétaire lui-même en mai 2004).

Mais l'affirmation de Delanoë dépasse les considérations tactiques dont elle est certainement le fruit, elle aussi. Elle n'est sans doute pas « historique » (d'autres avant lui, on peut penser à Michel Rocard par exemple, se sont déjà aventurés sur cette voie), mais elle vient à un moment où les esprits, socialistes notamment, sont mieux disposés qu'ils ne l'ont jamais été à entendre la vérité sur le libéralisme et son lien avec le socialisme. Le fait que ce soit un responsable de premier plan, candidat potentiel et crédible au siège de chef du parti et à la présidentielle de 2012 qui s'expose ainsi est tout à fait inédit. Delanoë est en effet à la fois l'héritier en ligne directe des deux derniers véritables leaders du PS, François Mitterrand et Lionel Jospin, un connaisseur respectueux du PS comme appareil électoral et comme club d'élus dont il est un membre éminent, et un vrai « moderne », bien de son temps, en tant que chef reconnu et adulé des bobos parisiens. Il ajoute désormais à cette panoplie déjà bien fournie, le titre de repreneur de la « deuxième gauche ».

Delanoë ne limite pas son libéralisme à la variante politique en forme d'évidence démocratique comme c'est généralement le cas chez les responsables socialistes français. Il assume, dans la partie de son livre intitulée « Ma gauche », la plus intéressante du point de vue doctrinal, un libéralisme plein et entier, cohérent - c'est

d'ailleurs pour cette raison qu'il précise que Nicolas Sarkozy est antilibéral (p. 45). Il avance aussi que « le libéralisme est à la liberté ce que la république est à la démocratie : une forme supérieure d'évolution » (p. 46) ou encore qu'il faut que les « socialistes du XXIe siècle acceptent enfin pleinement le libéralisme, [qu']ils ne tiennent plus les termes de 'concurrence' ou de 'compétition' pour des gros mots » (p. 48), même chose plus loin avec la « flexibilité » (p. 50). A ses yeux, « pour être un bon socialiste, désormais, il faut être un bon manager. » (p. 57). On ne saurait être plus clair. Même si, il le dit tout aussi clairement, le libéralisme doit être articulé au principe d'égalité, cœur battant du socialisme. Cette passion de l'égalité passant notamment par une forte redistribution fiscale, une régulation publique réaffirmée et, donc, un rôle essentiel de l'Etat (p. 53) - Delanoë n'est pas seulement libéral et socialiste, il est aussi Français, donc républicain... Bien que son modèle en la matière ne soit pas le centralisme bonaparto-gaulliste mais plutôt les pays scandinaves, comme tout le monde désormais !

Il se prononce ainsi à la fois, classiquement, pour le libéralisme politique : Etat de droit, pluralisme étendu, démocratie équilibrée (ce que reconnaissent peu ou prou tous les socialistes) ; pour le libéralisme culturel (voire pour une forme de multiculturalisme tempéré) : droits et libertés accrus pour tous, notamment en matière de mœurs (là aussi, malgré quelques débats sur l'homoparentalité par exemple, on ne peut que constater un relatif consensus au sein du PS) ; et, horresco referens, pour le libéralisme économique même s'il ne le dit jamais directement : économie de marché, libre concurrence, efficacité économique par la recherche du profit, etc. Pour Bertrand Delanoë, le libéralisme économique est une donnée du monde dans lequel nous vivons, certainement pas un objet doctrinal. Il rappelle d'ailleurs que ce sont des conservateurs sur le plan politique qui se sont appropriés le libéralisme économique pour en faire un outil de combat idéologique - notamment face aux totalitarismes du XXe siècle. Ils l'ont ainsi « dévoyé au service d'une idéologie du laisser-faire économique et de la perpétuation des rentes et privilèges dont ils bénéficient déjà » (p. 45).

Bertrand Delanoë a franchi dans son livre un pas important sur la route vers le leadership de son camp. Il apparaît désormais comme l'acteur central de la rénovation doctrinale, c'est-à-dire comme celui qui possède à la fois la volonté et la capacité de réconcilier d'un côté réalité et pratique gouvernementale et, de l'autre, discours et doctrine - c'est inédit à ce niveau. Bref, il peut enfin faire entrer les socialistes français dans leur siècle avec l'idée, précisément, de ne pas perdre en chemin la préoccupation pour l'égalité qui les anime. Ce qui différencie encore le socialisme d'autres doctrines puisque personne ne peut plus penser raisonnablement qu'il se

définisse toujours par l'appropriation sociale ou collective des moyens de production ! Ce fait nouveau rapproche aussi Delanoë des grands leaders de la gauche européenne de ces dernières années, de Blair à Zapatero en passant par Schröder. On peut imaginer que telle était son intention. Au moins ont-ils gagné, à plusieurs reprises, les élections nationales dans leurs pays, eux !■

Les faux-semblants de l'unité # 12.09

L'édition 2008 du festival socialiste de La Rochelle n'augure rien de bon pour la suite. Même si chacun des protagonistes de ce vaudeville a tenu à souligner, après avoir paradé devant micros et caméras, l'intérêt et la qualité des débats, on sent bien que le cœur n'y est plus. Le congrès de Reims s'annonce crépusculaire. Non seulement les socialistes ne travaillent plus depuis longtemps à leur évolution doctrinale et à l'élaboration programmatique qui va avec mais, de surcroît, ils se complaisent désormais dans un jeu d'autodestruction méthodique qui touche tour à tour chacun de leurs dirigeants.

Entre l'œuf doctrinal et la poule du leadership, nul ne sait plus par où commencer. Les uns refusent la présidentialisation du parti contre l'évidence même des institutions de la Ve République encore renforcée par le quinquennat. Les autres mettent en avant une « présidentiabilité » obtenue à coups de sondages d'opinion et de médiatisation tapageuse sans proposer le moindre projet politique en dehors de leur indispensable personne. Et tous d'élaborer des tactiques de congrès plus sophistiquées les unes que les autres pour prendre un pouvoir dont on comprend déjà, malheureusement, qu'ils ne sauront trop que faire si ce n'est de tenter de le conserver à tout prix. Le degré de cynisme vain et d'aveuglement coupable atteint par les dirigeants du PS est à son comble. Les différents courants et personnalités qui ont soutenu la direction insubmersible animée par François Hollande depuis 1997, et surtout 2003, y ont leur part. Ce sont pourtant les mêmes aujourd'hui qui sont à la manœuvre en protestant de leur volonté de « reconstruire » ou de « rénover ». Comment les croire ?

Dans ce champ de ruines, un problème est sans doute plus grave encore que les autres. Ce qui divise les socialistes est en effet désormais bien plus important et plus profond que ce qui les rassemble. Malgré les dénégations répétées sur l'air de « ce qui nous unit est plus fort que ce qui nous sépare », entonné à tue-tête depuis le fiasco du référendum sur le Traité Constitutionnel Européen en 2005. Le dogme de l'unité socialiste, héritage lointain de Jean Jaurès et de la SFIO de 1905, réapproprié par François Mitterrand dans les années 1970, est devenu une illusion mortifère. Il a longtemps empêché l'harmonisation entre discours théorique et pratique du pouvoir ; il interdit désormais l'efficacité électorale et la conquête du pouvoir d'Etat, un comble !

Cohabitent aujourd'hui au PS trois partis distincts. En son centre, lieu névralgique du pouvoir dans ce qui est devenu une vaste association d'élus locaux entourés de leurs affidés, on trouve les tenants d'une gouvernance désidéologisée, gestionnaire et pragmatique dont la première préoccupation n'est pas le débat d'idées. A l'aile gauche, continue d'exister, et de se reproduire, une radicalité gauchisante dont l'ethos n'est plus tant le marxisme d'estrade d'antan qu'un robuste antilibéralisme accommodé à toutes les sauces et pleinement partagé avec l'extrême-gauche. Enfin, on trouve, niché sur l'aile droite, un attelage « social-démocrate », constitué à partir des oripeaux de la « deuxième gauche » et nourri des évolutions modernisatrices des partis-frères d'Europe du Nord des années 1990, dont les velléités programmatiques peinent à s'émanciper de schémas désormais datés, au cœur desquels une conception economiciste et technocratique de la réforme n'est pas le moindre défaut.

Aucun de ces trois partis dans le parti ne peut prétendre dominer l'ensemble à lui seul. Ils peuvent encore se rassembler en fonction des nécessités électorales du moment ou, temporairement, de la qualité de rassembleur d'un leader à la manière de François Mitterrand ou de Lionel Jospin. Mais ces blocs n'en restent pas moins irréconciliables quant à leur projet politique global, à l'image qu'ils se font du parti et quant à la stratégie électorale qu'ils souhaitent adopter. Une fois l'intérêt électoral amoindri par les défaites consécutives aux élections nationales, et tout leader de rassemblement durablement absent, on voit mal ce qui les tient encore ensemble.

D'aucuns objecteront à cet argument les succès récents aux élections locales qui ont fait du PS le premier parti (local...) de France. Mais qu'a-t-on pu observer, aux dernières élections municipales par exemple, sinon le triomphe de l'émiettement programmatique et stratégique ? Ce n'est pas le parti qui a gagné ces élections, ce sont ses élus et ses candidats locaux qui l'ont emporté en s'alliant ici au MODEM, là à l'extrême-gauche, ailleurs encore en reconstituant la gauche plurielle... Quelle leçon en tirer nationalement ?

Le PS devra dire clairement qui il est d'ici 2012 s'il veut espérer voir son candidat accéder à l'Élysée. Face au Triangle des Bermudes politique que représentent désormais pour lui Nicolas Sarkozy, François Bayrou et Olivier Besancenot, un PS qui n'aurait (re)défini ni son identité ni sa stratégie ni son leadership ne pourra survivre à une défaite de plus. Or il n'est pas certain, c'est un euphémisme, que le salut soit dans l'unité de façade à laquelle on veut nous faire croire du côté de la rue de Solferino, à coup de nouvelle « déclaration de principes » par exemple. Mieux vaudrait une explication franche entre socialistes, à Reims pourquoi pas, afin de proposer aux Français une orientation claire et

nette, une stratégie électorale cohérente et un leader incontesté pour les porter. L'éclatement du parti peut être le prix à payer pour cette clarification en forme de nouvel espoir. Il n'est pas si élevé au vu de ce qu'est devenu le PS. Il est temps, en tout cas, pour le socialisme français d'entrer dans son siècle autrement qu'en brandissant le fantôme d'une unité depuis longtemps perdue. ■

Bertrand Delanoë : la fidélité avant l'audace # 17.11

On ne sait pas encore qui, au Parti socialiste, a « gagné » le congrès de Reims, si tant est qu'un gagnant surgisse de ce chaos. Mais on sait d'ores et déjà qui l'a perdu. Étonnant perdant que Bertrand Delanoë tant il avait réussi, ces dernières années, à élaborer un cocktail aussi rare que précieux en politique en faisant rimer fidélité et audace. Il était ainsi apparu comme un homme neuf sur la scène socialiste - et dans les sondages d'opinion - tout en étant considéré par son parti comme un véritable militant de longue date. Or dans ce congrès du PS, pour son malheur, il a été fidèle à tout sauf à son audace. En perdant la bataille de Reims, il a montré ses faiblesses à ses adversaires et aux Français.

Pourtant Bertrand Delanoë n'avait pas manqué d'audace jusqu'ici, par exemple celle qu'il affichait dans son livre au titre éponyme au printemps. Il n'avait pas peur alors d'annoncer qu'il était à la fois « libéral et socialiste », renonçant ainsi aux facilités de la rhétorique socialiste, celle où le libéralisme n'est acceptable qu'à condition d'être politique. Il nous proposait en effet une vision réfléchie et articulée des rapports entre un socialisme fidèle à son exigence d'égalité - par le truchement de l'impôt et de la puissance publique notamment - et un libéralisme synonyme d'émancipation individuelle et de lutte contre les rentes de tout poil. Bref, il s'avancé comme un leader socialiste bien dans son siècle, prêt à perdre quelques soutiens chez les doxosophes de la rue de Solferino pour en gagner de nouveaux, bien plus nombreux, auprès des sociaux-réformistes.

Mais il a sacrifié cette audace à la fidélité. Celle-ci est certes une vertu lorsqu'il s'agit, par exemple, de considérer la politique comme une affaire de raison plutôt que de passion, à rebours de ce qu'incarne Ségolène Royal aux yeux de Bertrand Delanoë. En revanche, c'est assurément un défaut lorsqu'elle conduit à laisser des amitiés de trente ans (celle de la fameuse « bande du XVIIIe » par exemple) prendre le pas sur ses intérêts politiques. Ainsi, laisser Lionel Jospin et ses grognards jouer un énième match retour contre « l'usurpatrice » était-il une erreur. De même que s'allier avec un François Hollande totalement démonétisé ou se laisser enfermer dans le rôle de gardien d'un temple de Solferino en ruines. Erreur encore que de refuser une compétition libre et ouverte dans le cadre de primaires pour la désignation du futur candidat à l'élection présidentielle ou de faire du refus de l'alliance avec le MODEM un préalable à toute

discussion stratégique. Erreur enfin que celle de renoncer à défendre une vision réformiste du socialisme contre le retour à un hypothétique âge d'or étatiste face à la crise du capitalisme. Ultime étape du chemin de croix, le soutien apporté in extremis, après avoir refusé tout accord avec elle, à Martine Aubry comme candidate au poste de Premier secrétaire du parti, témoignage s'il en est de la perte de repères et de sens tactique du Maire de Paris dans ce congrès. Bref, en renonçant à toute audace au profit d'une fidélité mortifère, Bertrand Delanoë n'a pas seulement perdu le congrès de Reims, il a très fortement hypothéqué ses chances pour 2012. Plus grave encore, au-delà de sa personne, il a affaibli celles d'une gauche réformiste à la fois solide et crédible, enfin capable de s'opposer aussi bien à une droite décomplexée qu'à une gauche pétrie d'orthodoxie.

Certains y verront la confirmation des insuffisances qu'ils décelaient déjà chez le Maire de Paris : le costume de leader du camp socialiste et de candidat potentiel à la présidentielle est trop grand pour lui. Son incapacité à « dépasser » le périphérique parisien et à gagner une élection hors de Paris, ne serait-ce qu'au sein du PS, étant ainsi démontrée. D'autres n'y verront qu'une suite d'erreurs tactiques qui peuvent encore être rattrapées, ne serait-ce que parce que diriger le PS dans les mois et années qui viennent sera tout sauf une promenade de santé, entre les nombreuses élections à perdre (européennes, régionales...), la gestion impossible d'un parti à reconstruire et les tentatives d'OPA sur les électeurs de gauche qui viendront de tous les côtés - de Nicolas Sarkozy, de François Bayrou et d'Olivier Besancenot. 2012 est encore loin et, qui sait, être en réserve du parti ne sera peut-être pas la pire des situations le moment venu.■

La résilience partisane de Ségolène Royal

24.11

On entend beaucoup dire en ce moment, alors que les socialistes se déchirent, que Ségolène Royal serait atypique au Parti socialiste, qu'elle n'en maîtriserait pas les codes ou qu'elle aspirerait à une rénovation en profondeur des mœurs partisanes parce que celles-ci ne seraient pas les siennes. Comment alors ne pas s'étonner que cette personnalité si peu « socialiste », qui veut secouer si fort le « vieux parti », ait pu rassembler derrière son seul nom la moitié des votes des militants lors du scrutin de désignation du Premier secrétaire le 21 novembre ? Alors même qu'elle a contre elle tout ce que le parti compte de célébrités établies - de sa gauche (Fabius, Hamon, Emmanuelli, Montebourg...) à sa droite (Rocard, partisans de Strauss-Kahn...) en passant par son centre (mou) de gravité depuis dix ans (Hollande, Jospin, Delanoë, Aubry...). Bref, comment celle que ses camarades désignent souvent comme une « usurpatrice » a-t-elle réussi un tel coup ?

On ne peut pas cette fois se contenter d'avancer les explications contingentes de la primaire interne pour l'élection présidentielle de 2006. Difficile, en effet, de mettre en avant la seule exploitation habile d'une bulle médiatique ou d'une popularité acquise auprès de l'opinion publique - Bertrand Delanoë était en tête dans les sondages auprès des sympathisants et des militants socialistes depuis des mois, devançant Ségolène Royal. Celle-ci n'a pas non plus obtenu le résultat qui pose tant de problème au PS aujourd'hui en jouant à l'excès, comme à l'époque, la femme victime du machisme ambiant. Elle n'en a d'ailleurs même pas eu besoin, tant le « Tout sauf Ségolène » (TSS) s'est déployé clairement avant, pendant et après le Congrès de Reims, au vu et au su de tous les Français. Ségolène Royal n'était plus cette année la candidate « mystérieuse » de 2006. Aujourd'hui, tout le monde sait parfaitement qui elle est - même sa vie privée a été étalée au grand jour. Ses insuffisances et ses maladresses ont été abondamment commentées et disséquées. Sa « performance » baroque au Zénith, par exemple, a été auscultée sous toutes les coutures. D'aucuns pourront souligner qu'elle a certainement obtenu ce qu'elle recherchait à travers cette médiatisation à outrance mais il est difficile de dire qu'elle n'a pas été soumise à une analyse attentive de tous les aspects de sa personnalité.

On peut avancer une double explication à cette résilience politique tout à fait étonnante. La première, celle volontiers mise en avant par les partisans de Ségolène Royal, est que sa proposition de rénovation du PS, et plus généralement de la politique, retient l'attention au sein du parti comme à l'extérieur. Qu'au cœur même de cette organisation usée, vieillie et fatiguée qu'est le PS, une moitié des militants souhaite désormais en finir avec les vieilles pratiques en ouvrant portes et fenêtres. Certes. Cela confirme que même dans la pire des oligarchies partisanes, en dépit d'intérêts locaux préservés coûte que coûte par un appareil déconnecté de la société, la dynamique du changement nécessaire passe malgré tout. Mais cette explication reste insuffisante.

Elle doit être complétée par une seconde, plus structurelle et moins facile à exploiter par les partisans de Ségolène Royal : leur candidate n'a rien d'une marginale au PS. Elle est le produit de ce parti, et elle s'appuie, précisément depuis qu'elle a lancé en 2006 sa candidature à l'élection présidentielle, sur les ressources les plus conventionnelles de celui-ci. Ce qui laisse penser d'ailleurs que, quelle que soit l'issue des déchirements actuels, Ségolène Royal et ses alliés ne quitteront pas le parti. Ils y resteront, même minoritaires, afin de bénéficier au mieux des possibilités offertes par celui-ci en tant que plateforme logistique et financière pour les élections. Une analyse attentive de ses résultats depuis la primaire de 2006 montre qu'elle a parfaitement su s'attacher le soutien d'une fraction conséquente du « vieux parti » : à la fois de grosses fédérations aux pratiques « traditionnelles » (Bouches-du-Rhône, Hérault...) et de personnalités parfaitement rompues

aux manœuvres d'appareil (Vincent Peillon, François Rebsamen, Julien Dray, David Assouline...). Elle a ainsi construit en quelques années un véritable réseau au sein du PS qui sans ressembler jusqu'ici à un courant classique - c'est désormais le cas depuis le dépôt d'une motion en son nom au congrès de Reims et la désignation de membres de son courant dans les instances nationales - n'en est pas moins le fondement de la dynamique qui l'a conduite à recueillir la moitié des votes des militants lors de l'élection au premier secrétariat le 21 novembre dernier. Et donc à pouvoir légitimement, aujourd'hui, contester l'élection de sa rivale Martine Aubry dans ce scrutin très serré.

On se rappellera encore, à ce propos, que Ségolène Royal avait déjà surpris nombre d'observateurs et ses rivaux (Laurent Fabius et Dominique Strauss-Kahn) par sa capacité d'agrèger des forces venues de tout le parti lors de sa désignation à la candidature présidentielle en décrochant la première place avec plus de 60% des voix. Elle était apparue, dès le printemps 2006, comme la seule candidate potentielle à pouvoir réunir à la fois des partisans du « oui » et du « non » au Traité Constitutionnel Européen (TCE) qui avait divisé le parti un an plus tôt et, de là, des membres de tous les courants et sensibilités constituées en son sein - majorité du parti, Nouveau Parti Socialiste, Nouveau Monde, ex-fabusiens, ex-jospinistes, ex-rocardiens... Cette candidature « attrape-tout » lui assurant très tôt dans la campagne de désignation interne un large écho auprès des militants, des cadres et des élus. Elle avait aussi parfaitement su faire fructifier son capital politique en alliant puissance médiatique (forte présence dans l'opinion à travers la presse, démultiplication des sondages de sympathisants en sa faveur...) et appui de toutes les « catégories » du parti (nouveaux adhérents « à 20 euros », grosses fédérations classiques, petites fédérations rurales, sections des grandes villes...).

Reste à savoir maintenant quel est le statut qui convient le mieux à Ségolène Royal pour attendre la présidentielle de 2012 à laquelle on peut imaginer qu'elle veuille être candidate. Le statut du moins qui lui permettra de déployer le plus largement ses qualités politiques sans que ses défauts les annulent ou les amoindrissent. Il n'est pas certain que ce soit celui de leader ou de « chef » des socialistes, rôle auquel elle aspire pourtant dans la bataille actuelle. On a ainsi pu constater pendant la campagne présidentielle qu'à partir du moment où elle a été désignée et qu'elle a été « en charge » directement de sa campagne, elle n'a pas su montrer les mêmes qualités que celles qui lui avaient permis de s'imposer dans le parti. On formulera alors l'hypothèse suivante : une Ségolène Royal placée par l'hostilité de ses rivaux en position de challenger permanente, « coincée » dans la minorité du parti (avec 50% des voix tout de même...) et victime d'une exclusion de

fait en forme de TSS serait bien plus dangereuse dans la perspective de 2012 pour ses adversaires que la même, désignée Premier secrétaire d'un parti balkanisé au sein duquel l'hostilité à sa personne sinon à sa politique serait à son plus haut, obligée de se battre sur deux fronts : en interne, contre des « camarades » qui nient sa légitimité, et à l'extérieur contre le trio Sarkozy-Bayrou-Besancenot.■

La triple ingouvernabilité du Parti socialiste

01.12

La crise semble passée au PS, du moins si l'on en juge par les propos apaisants des adversaires d'hier : « main tendue » et « propositions de travail » ont remplacé anathèmes doctrinaux et menaces judiciaires. Pourtant les causes du psychodrame des dernières semaines sont toujours bel et bien là. Si le congrès de Reims, dont on nous a survenu dans la presse le caractère historique et déterminant, a servi de révélateur de la profondeur des affres socialistes, rien n'est réglé pour autant. On se retrouve en effet aujourd'hui avec les mêmes acteurs, le même décor et, malheureusement, le même scénario qu'hier. Et il n'est pas certain que la rénovation de façade de la rue de Solferino que s'appête à entreprendre Martine Aubry y change quoi que ce soit, pour trois raisons principales.

D'abord parce qu'elle ne dispose d'aucune marge de manœuvre. Les conditions mêmes de son élection (parti scindé en deux, avance d'une centaine de voix, contestation des résultats du vote dans certaines fédérations...) ne lui confèrent qu'une légitimité fragile. Elle est à la fois mal élue et mal soutenue. En effet, la coalition qui l'a portée au pouvoir n'est que de circonstance quoi qu'en disent ses principaux artisans. Elle a été forgée dans le seul but d'empêcher Ségolène Royal de s'emparer du parti. Pis, le choix de Martine Aubry pour conduire les « reconSTRUCTEURS » à la bataille a été fait pour de mauvaises raisons : à la fois parce qu'elle est une femme (pour contrer une autre femme...) et parce qu'elle n'était pas (jusqu'ici) considérée comme présidentiable par les lieutenants de Laurent Fabius et Dominique Strauss-Kahn - ceux-là même qui espèrent voir leur champion respectif l'emporter au finish dans la course à la désignation pour la présidentielle de 2012. Cette alliance des carpes de la gauche du parti et des lapins de son aile droite s'est même élargie à l'occasion de la tragédie rémoise aux soutiens de Bertrand Delanoë (anciens rocardiens, anciens jospinistes et partisans de François Hollande) puis à ceux de Benoît Hamon, désormais double héraut de la gauche du parti et de sa rénovation générationnelle ; même Arnaud Montebourg, le rebelle officiel du PS depuis des années, en est. Bref, tout le parti, de sa gauche à sa droite, de sa vieille garde à la jeune génération, se retrouve derrière Martine Aubry. Douteuse unanimité d'autant qu'elle ne pèse que 50% du parti. On peut également se permettre de douter de sa solidité. Sans revenir en effet à la querelle européenne de 2005, on peut se demander si dès qu'un

choix programmatique devra être fait, cette coalition par défaut ne risque pas d'éclater. Ainsi, par exemple, de quel type de régulation du capitalisme le PS sera-t-il porteur dans le débat sur la sortie de crise ? Une fois proclamée l'unité des socialistes en faveur de la régulation, les propositions concrètes risquent d'être bien différentes d'une sensibilité à l'autre.

Ensuite parce qu'aucun des grands problèmes structurels qui minent le PS depuis des années n'a été résolu à Reims, bien au contraire. Chacun a pu constater que le Parti socialiste comme organisation était totalement inadapté à son objet affiché : la conquête du pouvoir d'Etat et donc avant tout de la présidence de la République. Le parti est encore largement organisé selon des principes parlementaristes (désignation de son « parlement », le Conseil national, avant le Premier secrétaire) et proportionalistes (élection du CN et du Bureau national à la proportionnelle quasi-intégrale). Il n'est ni équilibré ni transparent démocratiquement puisque les plus grosses fédérations y possèdent un pouvoir de décision exorbitant et que les possibilités de fraude y sont nombreuses - et largement acceptées comme un folklore nécessaire. Le congrès de Reims a également permis de constater, une nouvelle fois, combien le PS était peu en phase, dans sa composition sociodémographique même, avec la société qu'il prétend représenter. Le nombre de votants (entre 130000 et 135000) est particulièrement faible, à la fois par rapport au nombre annoncé d'adhérents (260000) et surtout par rapport à la masse critique nécessaire pour prétendre bien représenter la diversité sociale d'un pays de plus de 60 millions d'habitants.

Plus grave encore, chacun a bien compris désormais que ce sont les élus et leurs entourages directs qui « sont » et font le parti - phénomène encore aggravé par les victoires aux élections locales ces dernières années. Ce poids des élus locaux sur le parti, à travers ses plus grosses fédérations notamment (les dix premières fédérations représentent la moitié des adhérents du parti), complique à la fois la représentation plus équilibrée de la société (le biais « homme blanc d'âge mûr » joue à plein) et l'élaboration d'une stratégie ou d'un programme national, le parti devenant une simple confédération logistique et financière. La démultiplication des stratégies locales d'alliance (PS seul, avec la gauche plurielle, avec le Modem, avec l'extrême-gauche...) lors des dernières élections municipales a démontré jusqu'à l'absurde cette déconnexion totale entre niveau national et échelon local - ce qui rend d'ailleurs aux yeux de l'opinion encore plus obscur le débat sur les alliances nationales du PS. Le doute s'est d'ailleurs insinué dans les têtes socialistes sur la réelle volonté (possibilité ?) d'un tel parti d'élus locaux de gagner les élections nationales ; de ne pas trop les perdre du moins puisque le financement public du parti dépend en grande partie de ses résultats

nationaux. Le quinquennat a en effet encore renforcé le caractère « intermédiaire » des élections locales qui sont en général défavorables à la majorité en place. Reste la question du projet. L'absence de tout travail doctrinal depuis des années et le décalage croissant entre les clivages réels (Europe, rôle de l'Etat et régulation du capitalisme, institutions...) et les débats internes (enjeux et positionnements personnels pour la présidentielle) ont mis à mal la capacité même du PS d'élaborer un programme électoral à la fois cohérent et attractif sans parler d'un projet de société. Tout est désormais lié de la désignation d'un leader qui remettrait le parti au travail tout en le renouvelant et en lui imposant une stratégie claire. Le PS attend donc toujours, trente ans après, un nouveau François Mitterrand.

Enfin parce que la question cruciale du leadership n'a toujours pas été tranchée. Et compte tenu de ce à quoi l'on vient d'assister, on peut supposer qu'elle ne pourra l'être, si elle l'est, que dans les pires conditions - l'urgence et l'improvisation - en 2011, juste avant la présidentielle. Or les expériences récentes de 1995 et surtout de 2007 ont montré que ce n'était sans doute pas la meilleure solution. Aujourd'hui, nul n'est capable de dire qui sera candidat - en dehors de Ségolène Royal qui tire de sa position un « avantage comparatif » en termes de mobilisation partisane sur son nom - ni comment celui-ci sera désigné (primaires ou non...) ou comment le parti travaillera avec lui. Bref, la pire des situations possibles dans un environnement politique qui interdit pourtant un tel amateurisme. Le quinquennat a compressé le calendrier et renforcé encore les effets de la démocratie d'opinion : la campagne est devenue quasi-permanente. Les candidats qui ont bénéficié ou bénéficient d'une dynamique électorale présidentielle dans ces conditions sont ceux qui sont bien identifiés comme tels. Nicolas Sarkozy, François Bayrou ou Olivier Besancenot incarnent bien ces candidats adaptés à la nouvelle donne institutionnelle et électorale. On peut y voir là un indice de plus du fait qu'ils soient les vrais vainqueurs de la bataille de Reims. ■

Faire du neuf avec du vieux # 08.12

Le PS nouveau est arrivé ! Sa nouvelle direction du moins, à la fois « résolument de gauche » et « renouvelée », c'est-à-dire dans le langage du socialisme français contemporain à la fois rajeunie (moins de quarante ans), féminisée (la parité) et « diversifiée » (du point de vue ethno-racial pour parler comme les Américains). Cette nouvelle direction du PS a donc une apparence : une liste de noms et de visages dont beaucoup sont inconnus du grand public. Mais elle a aussi une réalité : celle d'un aréopage de professionnels de la profession politique, vieux routiers des combines de courants et de congrès, « jeunes » anciens responsables des mouvements de jeunesse du parti et « renovateurs » permanents passés de courant en courant. Il s'agit donc davantage d'une rénovation de façade que d'un nouveau cours de l'histoire socialiste. On verra certes à

l'usage mais l'entame n'est guère convaincante ne serait-ce qu'au regard des objectifs annoncés.

Ce n'est pas tant d'ailleurs que l'exclusion de Ségolène Royal et de ses amis de la direction y soit pour grand-chose. Les contours de l'équipe que l'on a vu poindre derrière elle pendant le congrès de Reims ne sont finalement pas très différents de celle qui vient de s'installer rue de Solferino. La manière aurait certainement été autre et l'ouverture du parti à de nouveaux venus sans doute plus large. Mais ce n'est pas l'essentiel. La coupure en deux du PS à l'occasion de la désignation de son nouveau chef n'étant de toute manière pas définitive puisque certains des soutiens de Royal ont d'ores et déjà montré qu'ils goûtaient peu la situation de minoritaire du parti. A l'exemple de ces grands élus qui tentaient désespérément de ne pas insulter l'avenir tandis que certains de leurs petits camarades jetaient imprudemment de l'huile judiciaire sur les braises de la division.

La composition de la nouvelle équipe dirigeante témoigne d'un mal plus profond du socialisme français de ce début de siècle : le poids démesuré pris par les élus dans le parti. Non tant que l'on puisse se satisfaire d'un parti sans élus ou qu'il ne faille pas reconnaître leur dévouement et leur compétence. Il s'agit plutôt ici de la conception du parti qu'entraîne chez eux un contrôle aussi massif et sans contrepoids militant notamment. Les élus socialistes sont devenus, suite à l'élargissement de la décentralisation et à leurs victoires répétées aux élections locales, non seulement le cœur du PS mais surtout sa masse de manœuvre principale. Ce sont eux, directement ou par l'intermédiaire de leurs entourages qui font désormais toute la décision. Et leur intérêt premier, compréhensible, afin de préserver le système qui les a faits rois, est de ne surtout pas ouvrir le parti ni à de nouveaux adhérents (c'est le point principal d'achoppement avec Ségolène Royal) ni à de nouvelles pratiques. Le système devant rester celui qui permet sa stricte reproduction, et au passage de ne pas menacer le cumul des mandats, à l'origine d'un statut social que leur refuse la loi : cooptation, corporatisme et long apprentissage comme voie unique de formation. La quasi-totalité des « nouveaux » visages que l'on nous présente aujourd'hui, qu'ils soient jeunes, féminins ou « issus de la diversité » - voire les trois à la fois comme c'est souvent le cas du fait de l'obligation paritaire -, sont passés par ce système. Et ils sont tous prêts à le reproduire dès lors qu'il consolide leur nouveau pouvoir. On peut en déceler les traces à chaque étage du nouvel édifice bâti par Martine Aubry.

Au premier rang duquel figurent d'ailleurs les « anciens ». Déjà élus, déjà ministres, déjà responsables nationaux du parti, ils constituent la colonne vertébrale de cette équipe très expérimentée. On y distingue d'abord un « noyau dur » composé à la fois des « architectes » de la victoire d'Aubry : son fidèle lieutenant François

Lamy (conseiller politique et en charge de la communication) et le duo qui l'a remise en selle au sein du parti en inventant les « reconstructeurs » pour faire pièce à la fois à Ségolène Royal et à Bertrand Delanoë sous prétexte de « déprésidentialiser » le congrès de Reims. En fait pour permettre à leur champion respectif, Laurent Fabius pour Claude Bartolone, nommé aux relations extérieures, et Dominique Strauss-Kahn pour Jean-Christophe Cambadélis, secrétaire national à l'Europe et à l'international, d'attendre tranquillement 2011-2012 que le ciel de la candidature se dégage. Noyau dur auquel il convient d'ajouter Arnaud Montebourg (rénovation), spécialiste ès-qualité de la rénovation justement, passé en quelques années par toutes les combinaisons possibles, Harlem Désir (chargé de la coordination), bras droit de Bertrand Delanoë et, bien sûr, le nouveau héraut de la gauche du parti, Benoît Hamon, qui retrouve sa fonction de porte-parole mais désormais en tant que responsable principal du parti derrière Martine Aubry. Ces six-là sont tous, malgré leurs différences de parcours et leurs âges respectifs, de vieux routiers de la politique et du parti, rompus aux manœuvres d'appareil. Ils se taillent la part du lion avec les responsabilités de premier plan. Ce sont d'abord eux les « nouveaux » visages du PS.

Parmi les « anciens », on trouve aussi des personnalités moins exposées mais tout aussi expérimentées, chacune dans son domaine de compétence. Ce sont les « cadres » en quelque sorte de cette nouvelle équipe. Ils viennent de plusieurs horizons : des anciens collègues de gouvernement de Martine Aubry tels que Michel Sapin (économie), Elisabeth Guigou (réforme de l'Etat et collectivités territoriales), Marylise Lebranchu (« forum des territoires »), ou Christian Paul (« laboratoire des idées ») ; des députés déjà connus pour la qualité de leur travail parlementaire, à l'image d'André Vallini (Justice), de Germinal Peiro (ruralité et mer), de Philippe Martin (échanges et pratiques des territoires) ou de Didier Migaud (finances et fiscalité) ; ainsi que des habitués de longue date du secrétariat national, véritables piliers de la maison socialiste, tels qu'Alain Bergounioux (fondations et revues) ou Alain Vidalies (travail et emploi).

On notera aussi, entre expérience et nouveauté, l'importante présence de femmes à la fois encore « jeunes » (quarantennaires...) mais déjà élues depuis des années, dont le parcours est le témoignage direct des effets de la parité sur le PS puisqu'elles ont pu s'installer, quel que soit leur courant d'appartenance, dans le paysage partisan en occupant progressivement telle ou telle responsabilité nationale : Marisol Touraine (sécurité), Laurence Rossignol (environnement), Sylvie Robert (culture), Marie-Pierre de la Gontrie (libertés publiques et audiovisuel), Laurence Dumont (formation), Lucile Schmid (« laboratoire d'idées ») ou encore Clotilde Valter (défense).

Viennent ensuite les véritables « petits nouveaux » de l'équipe. Ce sont des trentennaires (parfois à peine) qui accèdent pour la première fois à une

responsabilité nationale importante en faisant pleinement partie de la majorité du parti. Ils ont deux caractéristiques principales. Ils sont tous issus du même moule : le syndicalisme étudiant proche du parti (l'UNEF) ou son organisation de jeunesse, le MJS ; et ils sont tous d'ores et déjà des professionnels de la politique ainsi qu'en témoignent des CV entièrement bâtis sur des fonctions successives dans l'entourage d'élus avant d'être eux-mêmes élus... Ils s'inscrivent ainsi dans le sillage de celui qui est à la fois leur chef et leur modèle, Benoît Hamon. On mentionnera dans ce groupe conséquent : Pouria Amirshahi (droits de l'Homme) et Bruno Julliard (éducation) qui ont été présidents de l'UNEF ; ainsi que de Charlotte Brun (personnes âgées, handicap et dépendances), Razzy Hammadi (service public) et Régis Juanico (trésorerie) qui ont dirigé le MJS ; ou encore certains cadres de ces mouvements de jeunesse comme Olivier Dussopt (vice-président du « forum des territoires » ou Mireille le Corre (santé et sécurité sociale).

Des personnalités encore « jeunes » mais néanmoins déjà expérimentées, venus d'autres courants de la majorité, complètent ce véritable casting de la rénovation, à l'image des fabiusiens Guillaume Bachelay (industrie et NTIC) ou Pascale Boistard (organisation et adhésions), des proches de Cambadélis tels que Sandrine Mazetier (immigration) ou Christophe Borgel (élections, vie des fédérations) ou encore d'Henri Emmanuelli comme Emmanuel Maurel (université permanente et d'été). Ils devront veiller tout particulièrement à ce que la rénovation par l'âge ne passe pas uniquement par le canal Hamon.

On trouve enfin dans cette nouvelle direction du PS quelques personnalités qui n'ont pas un profil aussi classique que ceux évoqués précédemment : responsables associatifs (Bertrand Monthubert, président de « Sauvons la recherche » est nommé à l'enseignement supérieur et à la recherche, Sibeth N'Diaye, « militante mutualiste » s'occupera de la petite enfance) ou étrangers (Ziat Gurmaï, socialiste hongroise responsable du PSE femmes nommée aux droits des femmes). On soulignera simplement qu'ils étaient déjà engagés de longue date auprès du PS.

Au PS, la sclérose est devenue telle (un parti recroquevillé sur lui-même, à l'effectif militant particulièrement faible, composé principalement d'élus et de leurs affidés, très majoritairement masculin, âgé et « blanc », à la sociologie ancrée dans le secteur public et parmi les CSP moyennes et supérieures) que la seule voie de rénovation envisageable a finalement été de s'assurer de la reproduction de son système de pouvoir à travers le triptyque médiatique mais illusoire : « jeunesse, parité, diversité ». Seule voie à même de faire émerger des « nouveaux » conformes aux besoins de l'organisation, en clair qui respecteront par leurs parcours, leurs pratiques et leurs comportements, des habitudes dictées par les « anciens », ceux précisément qui font leur

carrière. Le renouvellement par l'ouverture à une « société civile » qui ne soit pas a priori socialiste ou par l'élargissement socioprofessionnel (vers des salariés du privé ou dont la politique n'est pas le métier...) par exemple, et surtout par les idées ; ce renouvellement-là, on l'attend toujours de la part du PS et on risque de l'attendre encore un bon moment. ■